

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> ● 1 à 12 pages..... 200 F ● 16 à 28 pages 600 F ● 32 à 44 pages 1000 F ● 48 à 60 pages 1500 F ● Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● TOGO..... 20 000 F ● AFRIQUE..... 28 000 F ● HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F ● Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions)20 000 F ● Avis d'immatriculation 10 000 F ● Certification du JO 500 F

NB. : Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél. : (228) 22 21 37 18 / 22 21 61 07 / 08 Fax (228) 22 22 14 89 - BP: 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL. : 22 21 27 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET
DECISIONS

Cour Constitutionnelle

2024

24 Avr.-Décision n° EL-014/24 Affaire : Saisine de la Commission Nationale des Droits de l'Homme pour le compte de Monsieur PALANGA Lalawélé, tête de liste indépendante « Jeunesse libre » dans Kozah..... 2

24 Avr.-Décision n° EL-015/24 Affaire : Saisine de Monsieur Eric DUPUY du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC) contre la liste indépendante « Jeunesse Lumière »..... 3

24 Avr.-Avis n° AV-001/24 Affaire : Demande d'avis du Président du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, le Nouvel Engagement Togolais (NET) et le Parti des Démocrates Panafricains (PDP) relative aux divergences d'interprétation résultant du vote, le 19 avril 2024, de la loi portant révision de la Constitution du 14 octobre 1992 et instituant un régime parlementaire au Togo..... 4

2024

09 Avr.-Décret N° 2024-027/PR portant financement public de la campagne électorale des partis et regroupements de partis, ainsi que des listes des candidats pour les élections législative et régionale du 29 avril 2024..... 6

25 Avr.-Décret N° 2024-033/PR accordant grâce présidentielle...7

25 Avr.-Décret N° 2024-034/PR portant nomination du président de la Cour Constitutionnelle.....17

25 Avr.-Décret N° 2024-035/PR portant fixation du taux de l'intérêt légal au titre de l'année civile 2024.....17

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET
DECISIONS

DECISIONS

DECISION N° EL-014/24 du 24 avril 2024

AFFAIRE : Saisine de la Commission Nationale des Droits de l'Homme pour le compte de Monsieur PALANGA Lalawélé, tête de liste indépendante « Jeunesse libre » dans Kozah

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par lettre en date du 22 avril 2024, enregistrée le même jour au greffe de la Cour sous le N° 0214-G, lettre par laquelle le Secrétaire général de la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH), Monsieur NARTEH-MESSAN, transmet à la Cour constitutionnelle, au nom de son président, la requête de Monsieur PALANGA Lalawélé, tête de liste indépendante « Jeunesse libre » dans la circonscription électorale de la Kozah, qui demande le repositionnement de sa liste sur le spécimen de vote ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 2019-023 du 26 décembre 2019 sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le code électoral notamment en ses articles 142, 100 et 221 ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour, adopté le 15 janvier 2020 ;

Vu le communiqué n° 002/2024/P/CENI en date du 24 février 2024 prorogeant la date de dépôt de dossiers de candidature pour les élections des députés et des conseillers régionaux de 2024 ;

Vu le décret n° 2024-025/PR du 03 avril 2024, portant suspension des élections législatives et régionales du 20 avril 2024 et de la campagne électorale du 04 avril 2024 pour lesdites élections ;

Vu le décret n° 2024-026/PR du 09 avril 2024 portant réaménagement du calendrier électoral ;

Vu la décision n° EL-003/2024 du 22 mars 2024 portant publication définitive de la liste électorale ;

Vu l'ordonnance n° 014/2024/CC/P du 22 avril 2024 portant désignation de rapporteur ;

Vu la lettre n° 366/2024/CNDH/CA/SG/PC du 22 avril 2024 transmettant la requête de Monsieur PALANGA Lalawélé, tête de liste indépendante « Jeunesse Libre » dans la circonscription électorale de la Kozah ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

1- Considérant que, par lettre en date du 22 avril 2024, Monsieur NARTEH- MESSAN, Secrétaire général de la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH), transmet à la Cour constitutionnelle, au nom de son président, la requête de Monsieur PALANGA Lalawélé, tête de liste indépendante « Jeunesse Libre » dans la circonscription électorale de la Kozah qui demande le repositionnement de sa liste sur le spécimen de vote :

2- Considérant qu'aux termes de l'article 104, alinéa 2 de la Constitution, « La Cour constitutionnelle juge de la régularité des consultations référendaires, des élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Elle statue sur le contentieux de ces consultations et élections » ;

3. Considérant que l'article 104, alinéas 4, 5 et 6 de la Constitution dispose : « Les lois peuvent, avant leur promulgation, lui être déférées par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, le Président du Conseil Economique et Social, le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, le Président du Conseil Supérieur de la Magistrature, le Médiateur de la République, les présidents des groupes parlementaires ou un cinquième (1/5^{ème}) des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

Aux mêmes fins, les lois organiques avant leur promulgation, les règlements intérieurs de l'Assemblée nationale et du Sénat, ceux de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, du Conseil Economique et Social, de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, du Conseil Supérieur de la Magistrature, avant leur application, doivent lui être soumis.

La Cour constitutionnelle peut être saisie d'une demande d'avis sur le sens des dispositions constitutionnelles par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, le Président

de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, le Président du Conseil Economique et Social, le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, le Président du Conseil Supérieur de la Magistrature, le Médiateur de la République et les présidents des groupes parlementaires. » ;

4- Considérant qu'aux termes de l'article 142, alinéa 2 du code électoral « Tout candidat ou toute liste de candidats peut contester la régularité des opérations électorales sous forme de requête adressée à la Cour constitutionnelle » ;

5- Considérant qu'au regard de ces dispositions, la saisine de la CNDH ne rentre dans aucun des cas prévus par les dispositions précitées ; que la CNDH n'étant pas candidate aux élections législatives, elle n'est donc pas habilitée à saisir la Cour ;

Qu'ainsi la requête de la CNDH doit être déclarée irrecevable ;

Qu'en conséquence,

DECIDE :

Article premier : La requête de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) est irrecevable.

Art. 2 : La présente décision sera notifiée à la Commission Nationale des Droits de L'Homme (CNDH) et publiée au Journal officiel de la République togolaise.

Délibérée par la Cour en sa séance du 24 avril 2024 au cours de laquelle ont siégé Messieurs les Juges : Kouami AMADOS-DJOKO, Président par intérim ; Koffi Jérôme AMEKOU DI, Djobo-Babakane COULIBALEY, Palouki MASSINA, Pawélé SOGOYOU, Payadowa BOUKPESSI et Kwame MEYISSO.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 24 avril 2024

Le Greffier en Chef
M° ADIKI ATIWI Atihèzi

DECISION N° EL-0015/2024 du 24 avril 2024

AFFAIRE : Saisine de Monsieur Eric DUPUY du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC) contre la liste indépendante « Jeunesse Lumière »

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par requête en date du 22 avril 2024, adressée au président de la Cour constitutionnelle et enregistrée le même jour au greffe de la Cour sous le n° 025-G, requête par laquelle Monsieur Eric DUPUY du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC) demande l'invalidation du logo de la liste indépendante « Jeunesse Lumière » ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 2019-023 du 26 décembre 2019 sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le code électoral notamment en ses articles 142 ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour, adopté le 15 janvier 2020 ;

Vu le communiqué n° 002/2024/P/CENI en date du 24 février 2024 prorogeant la date de dépôt de dossiers de candidature pour les élections des députés et des conseillers régionaux de 2024 ;

Vu le décret n° 2024-025/PR du 03 avril 2024, portant suspension des élections législatives et régionales du 20 avril 2024 et de la campagne électorale du 04 avril 2024 pour lesdites élections ;

Vu le décret n° 2024-026/PR du 09 avril 2024 portant réaménagement du calendrier électoral ;

Vu la décision n° EL-003/2024 du 22 mars 2024 portant publication définitive de la liste électorale ;

Vu l'ordonnance n° 018/2024/CC/P du 22 avril 2024 portant désignation de rapporteur ;

Le rapporteur ayant été entendu ;

1. Considérant que par lettre en date du 22 avril 2024 Monsieur Eric DUPUY, conseiller spécial chargé des affaires électorales, du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC) demande l'invalidation du logo de la liste indépendante « Jeunesse Lumière » dans la circonscription électorale du Golfe ;

2. Considérant que Monsieur Eric DUPUY, conseiller spécial chargé des affaires électorales, occupe la troisième place sur la liste ANC dans la circonscription électorale du Golfe ; que sa requête est donc recevable ;

3. Considérant qu'aux termes de l'article 104, alinéa 2 de la Constitution, « La Cour constitutionnelle juge de la régularité des consultations référendaires, des élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Elle statue sur le contentieux de ces consultations et élections » ;

4. Considérant qu'aux termes de l'article 142, alinéa 2 du code électoral « Tout candidat ou toute liste de candidats peut contester la régularité des opérations électorales sous forme de requête adressée à la Cour constitutionnelle » ;

5. Considérant que Monsieur Eric DUPUY du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC) demande à la Cour d'invalidier le logo de la liste indépendante « Jeunesse Lumière » « dont la similitude frappante est source de graves confusions préjudiciables à l'ANC et à l'équité du scrutin » ;

6. Considérant que le logo de l'ANC est constitué de deux mains enchaînées dont la chaîne est brisée par la flamme d'une bougie, dans un cercle sur fond orange, avec le nom du parti en couleur noire ;

7. Considérant que le logo de la liste indépendante Jeunesse Lumière fait apparaître deux mains ouvertes portant une ampoule allumée et enfermée dans un cercle bleu sur fond orange, avec le nom de la liste en couleur blanche ;

8. Considérant que de l'examen minutieux des deux logos, il n'en ressort pas de similitude flagrante de nature à induire les électeurs en erreur ; qu'ainsi la requête de Monsieur Eric DUPUY doit être rejetée ;

En conséquence ;

DECIDE :

Article premier : La requête de Monsieur Eric DUPUY, de la liste ANC dans la circonscription électorale du Golfe, est rejetée ;

Art. 2 : La présente décision sera notifiée à Monsieur Eric DUPUY et publiée au Journal officiel de la République Togolaise.

Délibérée par la Cour en sa séance du 24 avril 2024 au cours de laquelle ont siégé Messieurs les Juges: Kouami AMADOS-DJOKO, président par intérim ; Koffi Jérôme AMEKOUDI, Djobo-Babakane COULIBALEY, Palouki MASSINA, Pawélé SOGOYOU, Payadowa BOUKPESSI et Kwame MEYISSO

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

AVIS N° AV - 001/24 du 24 avril 2024

AFFAIRE : Demande d'avis du Président du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, le Nouvel Engagement Togolais (NET) et le Parti des Démocrates Panafricains (PDP) relative aux divergences d'interprétation résultant du vote, le 19 avril 2024, de la loi portant révision de la Constitution du 14 octobre 1992 et instituant un régime parlementaire au Togo.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Saisie par lettre en date du 22 avril 2024, adressée au président de la Cour constitutionnelle et enregistrée au greffe ce même jour sous le numéro 023-G, par laquelle le président du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, le Nouvel Engagement Togolais (NET) et le Parti des Démocrates Panafricains (PDP) demandent, conformément aux dispositions de l'article 104 alinéa 6 de la Constitution du 14 octobre 1992, l'avis de la Cour constitutionnelle sur la loi votée par l'Assemblée nationale le 19 avril 2024 portant révision de la Constitution du 14 octobre 1992 et le respect des dispositions de la Constitution en vigueur ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment son article 104 ;

Vu la loi organique n° 2019-023 du 26 décembre 2019 sur la Cour constitutionnelle ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour, adopté le 15 janvier 2020 ;

Vu l'ordonnance n° 017/2024/CC-P du 22 avril 2024 portant désignation de rapporteur ;

Le rapporteur entendu ;

1- Considérant que dans sa saisine, le président du groupe parlementaire NET-PDP expose : « L'Assemblée nationale a voté le 19 avril 2024 la loi portant révision de la Constitution togolaise du 14 octobre 1992. Cette révision instaure dans notre pays un régime parlementaire, entraînant le passage à une cinquième République. Cette révision a été effectuée conformément aux dispositions de l'article 144 de la Constitution en vigueur.

Des divergences d'interprétation sont cependant apparues dans la prise en compte du respect de certaines dispositions contraignantes de l'actuelle Constitution, notamment les deux premiers alinéas de l'article 59, je cite : **«Art. 59 : Le Président de la République est élu au suffrage universel, libre, direct, égal et secret pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable une seule fois.**

Cette disposition ne peut être modifiée que par voie référendaire.

Conformément à l'article 104 alinéa 6 de la Constitution, le président du groupe parlementaire NET-PDP sollicite l'avis de la Cour constitutionnelle sur la question suivante :

1. Vu que la nouvelle Constitution votée le 19 avril modifie toutes les dispositions du premier alinéa de l'article 59, ne fallait-il pas faire adopter celle-ci par voie référendaire, afin de respecter les dispositions du second alinéa du même article ?

Les seconds et onzièmes alinéas de l'article 52 de la Constitution actuelle donnent respectivement les dispositions suivantes :

«Article 52.2: Les élections ont lieu dans les trente (30) jours précédant l'expiration du mandat des députés.

L'Assemblée nationale se réunit de plein droit le deuxième mardi qui suit la date de proclamation officielle des résultats.

Article 52.11 : Les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat sortants, par fin de mandat ou dissolution, restent en fonction jusqu'à la prise de fonction effective de leurs successeurs ».

Conformément à l'article 104 alinéa 6 de la Constitution, le président du groupe parlementaire NET-PDP sollicite l'avis de la Cour constitutionnelle sur les questions suivantes :

1. Sachant qu'il n'y a eu aucune situation de force majeure, quelles sont les conséquences juridiques du non-respect de l'alinéa second de l'article 52.

2. Pourquoi l'alinéa 11 de l'article 52 serait-il supérieur au second alinéa ? Conformément à l'article 104 alinéa 6 de la Constitution, le président du groupe parlementaire NET-PDP sollicite l'avis de la Cour constitutionnelle sur les questions suivantes :

1- Dans l'hypothèse où le non-respect du second alinéa de l'article 59 et du second alinéa de l'article 52 est avéré, ne revient-il pas à la Cour constitutionnelle d'invalider la révision de la loi constitutionnelle du 19 avril 2024 ? » ;

2- **Considérant** qu'aux termes de l'article 104 alinéas 3, 4, 5, 6, la Cour constitutionnelle « est juge de la constitutionnalité des lois.

Les lois peuvent, avant leur promulgation, lui être déférées par le Président de la République, le Premier ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, le Président du Conseil Economique et Social, le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, le Président du Conseil supérieur de la Magistrature, le Médiateur de la République, les présidents des groupes parlementaires ou un cinquième (1/5^{ème}) des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

Aux mêmes fins, les lois organiques, avant leur promulgation, les règlements intérieurs de l'Assemblée nationale et du Sénat, ceux de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, du Conseil Economique et Social, de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et du Conseil

Supérieur de la Magistrature, avant leur application doivent lui être soumis.

La Cour constitutionnelle peut être saisie d'une demande d'avis sur le sens des dispositions constitutionnelles par le Président de la République, le Premier Ministre, le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, le Président du Conseil Economique et Social, le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, le Président du Conseil Supérieur de la Magistrature, le Médiateur de la République et les présidents des groupes parlementaires » ;

3- **Considérant** que la Constitution énumère strictement les catégories d'actes susceptibles de fonder l'intervention de la Cour constitutionnelle tant dans le cadre de son contrôle de constitutionnalité a priori que dans celui d'une demande d'avis dont elle viendrait à être saisie ; que ne figurent pas au nombre des actes sur lesquels l'avis de la Cour pourra être sollicité en vue de leur confrontation à la norme constitutionnelle, les projets de texte de valeur constitutionnelle en instance de promulgation ; que la Cour ne saurait se prononcer sur d'autres cas que ceux qui sont expressément prévus par la Constitution ;

4- **Considérant** qu'il résulte de ce qui précède que la Constitution ayant énoncé les catégories d'actes dont la constitutionnalité pourra être contrôlée tant dans le cadre d'une saisine a priori, facultative ou obligatoire, que par la voie d'une demande d'avis, la requête susvisée par laquelle le président du groupe parlementaire NET-PDP saisit la Cour aux fins d'avis ne satisfait pas aux exigences constitutionnelles précitées.

En conséquence ;

EST D'AVIS QUE :

Article premier : Il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'avis du président du groupe parlementaire NET-PDP.

Art. 2 : Le présent avis sera notifié au président du groupe parlementaire NET-PDP et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Délibéré par la Cour en sa séance du 24 avril 2024. au cours de laquelle ont siégé Messieurs les Juges : Kouami AMADOS-DJOKO, président par intérim, Koffi Jérôme AMEKOU DI, Djobo-Babakane COULIBALEY, Palouki MASSINA, Pawélé SOGOYOU, Payadowa BOUKPESSI et Kwame MEYISSO.

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Lomé, le 24 avril 2024

Le Greffier

M^e ADIKI ATIWI Atihèzi

DECRET N° 2024-027 / PR du 09/04/2024

portant financement public de la campagne électorale des partis et regroupements de partis, ainsi que des listes des candidats pour les élections législative et régionale du 29 avril 2024

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2012-002 du 29 mai 2012 portant code électoral, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu la loi n° 2013-013 du 07 juin 2013 portant financement public des partis politiques et des campagnes électorales ;

Vu le décret n° 2020-076/PR du 28 septembre 2020 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2020-080/PR du 1^{er} octobre 2020 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : La contribution de l'Etat au financement public des campagnes électorales des partis et regroupements de partis ainsi que des listes de candidats pour les élections législative et régionale du 29 avril 2024 est fixée à six cents cinquante millions (650 000 000) de francs CFA répartis comme suit :

- financement pour la campagne des élections législatives : trois cent vingt-cinq millions (325 000 000) de francs CFA ;
- financement pour la campagne des élections régionales : trois cent vingt-cinq millions (325 000 000) de francs CFA

Art. 2 : La répartition de la contribution de l'Etat est fixée comme suit : Pour les élections législatives :

- 65% du montant de la contribution de l'Etat sont répartis à égalité entre toutes les listes de candidats ;
- 35% du montant de la contribution de l'Etat sont répartis proportionnellement aux suffrages obtenus entre les listes ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés.

Pour les élections régionales :

- 65% du montant de la contribution de l'Etat sont répartis à égalité entre toutes les listes de candidats ;
- 35% du montant de la contribution de l'Etat sont répartis proportionnellement aux suffrages obtenus entre les listes ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés.

Art. 3 : La gestion du financement public des campagnes électorales est soumise au contrôle de la Cour des comptes.

Art. 4 : Le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui lui concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 09 Avril 2024

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Victoire S. TOMEHAH-DOGBE

Le ministre de l'Economie et des Finances
Sani YAYA

Le ministre de l'Administration Territoriale, de la
Décentralisation et du Développement des Territoires
Hodabalo AWATE

DECRET N° 2024-033 /PR du 25 Avril 2024
accordant grâce présidentielle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 73 ;

Vu le rapport conjoint du garde des sceaux, ministre de la Justice et de la Législation et du ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;

Après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature ;

DECRETE :

Article premier : Une remise de la peine restant à courir est accordée aux personnes suivantes :

Prison civile de Dapaong

1. ABDOULAYE Mohamed
2. ALASSANI Abdoulaye Tondja
3. AMADOU Aram
4. APPOH Jacques
5. BATCHASSI Tchilabalou
6. BAYEROU Landa
7. BIDJAGUINE Kombaté
8. DJABIGOU Loyal
9. DOUTI Gbayobdjoa
10. DOUTI Nawoulenga
11. DOUTI Yaldjate
12. DOUTI Yentema alias NAFANDJA
13. GOBRE Gani
14. GOUSSETTE Philippe
15. HASSANE Bilale
16. KOMBATE Komna
17. KOMBATE Salam
18. KOMBATE Tchinka
19. KOMBATE Yaya
20. KONGA Tankoma alias Daouda

21. KONTONDJA Abass
22. KORGOU Moili
23. MAWOUVI Kossi
24. MITIESSOA Kitiessoa
25. MONTCHO Kossivi Claude
26. NATELE Lene
27. OUDANOU Lamoutidja
28. SAMBOTI Fobendja
29. SANANE Soudese
30. SOMOKO Yendare
31. SOULEY Soumi
32. WALDJA Pouguinimpo
33. ZOUGMORE Fabrice

Prison civile de Mango

34. ABDOULA YE Issaka
35. ALASSANI Abdoulaye Tondja
36. ALASSANI Ali
37. AMADOU Oumarou
38. AMIDOU Ali
39. AMIDOU Lardja
40. AWOUDI Ousmane
41. BARRY Alidou
42. BAYEROU Landa
43. BIDJAGUINE Kombate
44. BIENGOU Soulémane
45. BOUKARI Seydou
46. DAMTIRE Nanguidogue
47. DIESSONGO Inoussa
48. DJABIGOU Loyal
49. DOUTI Damipui
50. DOUTI Gbayobdjoa
51. DOUTI Nibman
52. DOUTI Safiou
53. GARDIMA Gbati
54. GOBRE Gani
55. HAMA Bouba
56. HASSANE Billale
57. ISSA Kassim
58. KABORE Soumaila
59. KAGNAKE Emmanuel
60. KOLANI Bientieni
61. KOLANI Samata
62. KOLANI Sanlékidjoa Thomas
63. KOMBATE Inocent
64. KOMBATE Komlan

65. KOMBATE Lamou
66. KOMBATE N'wabè
67. KOMBATE Salam
68. KOMBATE Yaya
69. KOMBATE Yéndoubé
70. KOMBIN AYaya
71. KONGA Tankoma Alias DOUDA
72. KONTONDJA Abass
73. KORGOU Moili
74. KOUNKOULE Emmanuel
75. LAMBONI Dambé
76. LARE Lardja
77. MAWOUVI Kossi
78. MITIESSOA Kitiessoa
79. MONTCHO Kossivi Claude
80. NATELE Lene
81. NOUH Séyidou
82. ODANOU Lamotidja
83. ODJO Mariano
84. PIMA Ousseni
85. SALOU Mamoudou
86. SAMBIENI Issifou
87. SAMBO Yalou Bawa
88. SAMBOTI Fobendja
89. SAMIE Essomanda
90. SANANE Soudese
91. SODJI Maurice
92. SOULEY Soumi
93. TIDAYombo Yakouba
94. TONTONGOU Mohamed
95. WALDJA Pouguinimpo
96. YABOULINE Dawodibe
97. YAYA Moubarak
98. YENTEMA Alias NAFANDJA
99. ZOUGMOR Fabrice

Prison civile de Kantè

100. ALADJOU Eric
101. ARETCHIM Bernard
102. AWATMARE Awouso
103. AWOULA Atchapo
104. KOUNTODJA Benoît
105. SABI Améga
106. TOULOUWA A. K. Mainaba

Prison civile de Kara

107. ABDOULAY Walid
108. ABOUDOUBAKI Adam
109. ALASSANI Boukary
110. ALAZA Essodjolo
111. ALI Bon Dieu
112. ALIDJATO Kossi
113. ASSIOUSSEMO Matissiwé
114. AWADI Madimayi
115. BABA Ganiou
116. BAMASSI Daniel Kemeyabalo
117. BANDE Inoussa
118. BARIGA Jacques
119. BAROU Akawelou
120. BEGUEDOU Georges
121. BOUBE Djahé
122. BOUKARI Ali
123. BOUKPESSI Martin
124. HOUNTONDJI Mawena
125. ISSIFOU Moubarak
126. KARKA Nadjirhoumba
127. KATAWANA Emmanuel
128. KATEMA Rodrigue
129. KOLANI Sinandja
130. KOLOU Samtou
131. KOMBATE Tchamba
132. KOTOKO Kégbalo
133. KOUDOUFIO Komlan Bénit
134. KPANAKA Namatieni
135. LADETOKI Tchilabalo
136. LAMBONI Yendoubé
137. LEMOU Toyi
138. LOKING Agnidoufèyi
139. NAYI Ibrahim
140. NIBONNLAKE Assana
141. OUMOROU Djidane
142. OURO-AGBADJALA Sherifou
143. PASSILI Assiou-Tchaa
144. PASSOUGNITOU Matossiwé
145. PATAMOOUSSI Frédéric
146. PISSI Fatao
147. PLANDE Essohanam
148. SANLELE Nambi
149. SIM-YEKI Higouwè
150. SINDJALIM Bokobana

151. TAMANDJA Lapa
152. TANGOUESSOSSINAM
153. TCHAA Salissou
154. TCHA-ESSO Kodjo
155. TCHANDAO Pyabalo
156. TCHANGBANA Hodabalo
157. WAGBEM Aladji
158. YAKARAM Chèrif
159. YOMBO Harry

Prison civile de Bassar

160. ADEWI Augustin
161. AKANDJA Wadjima
162. ALASSANI Tanko
163. AMADOU Ibrahim
164. AMADOU-BA Nafiou
165. AMIDOU Foussemi
166. ASSEYI Oudjowou
167. DAOUDA Aliou
168. GNANDI Napo
169. IDRISOU Azizou
170. KENEDO Oudjabligba
171. NAWANOU Inoussa
172. TCHAMOOUSSA Bikiliwè

Prison civile de Sokodé

173. ABEZEM Fataou Hodabalo
174. ADI Essoyodou
175. ADJI Agbessi
176. ADJITO Kossi
177. AGBERE Mohamed
178. AKALATE Yao
179. ALE Marouf
180. ALI Amadou
181. ALI Solim
182. ATCHOUMON Boubé
183. ATIGNON Komla Avognon
184. BADAMBA Koubadouma
185. BARRY Seydou
186. BOUBE Abdoulaye
187. BOUBE Babouga
188. BOUBE Mamane
189. BOUHEM Essohanam
190. DIABANE Diko

191. DJIBRILLA Aboubakar Alias Abou
192. DONOU Hodabalo
193. DOUTI Kanfantin
194. EDJARE Essohanam
195. FIALEDJI Koudjo
196. GARBA Amadou
197. GNAMASIE Essotolom
198. HODIGBA Wawoura
199. IBRAHIM Inoussa
200. IDRISOU Seydou
201. ISSAKA Safiou
202. ISSIFOU Cherif
203. KALI Bassimsouvé
204. KANA Essossolam
205. KOUTOLI Razakou
206. LABOU Roua
207. LAMBONI Antoine
208. MADJABAO Ridoine dit Zatchikarama
209. MAGAZI Adou
210. MAMADOU Guétiro
211. MAWOUENA Koffi
212. MOHAMADOU Aliou
213. OUSMANE Omorou
214. PANASSE Tchilabalo
215. PANOU Cedric
216. PELEI Tchambi
217. PEYELEKE Tchilabalo
218. SALISSOU Abdoul Azizou
219. SAMBO Bayi
220. SOUNAKE Pyabalo Roland
221. TATCHONA Essotina
222. TCHAGNIROU Faozane
223. TCHALA Essomanam
224. TEDA Christophe
225. YAKOUBOU Sayaou
226. YASSI Altine

Prison civile d'Atakpamé

227. ABADJENE Komlan
228. ADJAHOU Eli
229. AGBE Komlan
230. AGBEGNIGAN Komlan
231. AGBO Yao
232. AKPEMADO Mensah
233. ALAGBO Kodjo

234. ALI Abdoul Razak
235. ALI Pouwédéou Rodrigue
236. AMESSODE Mawouli
237. AMOUZOU Amagna
238. ANATE Vincent
239. ARDOU Boubé
240. AWIM Dinmi
241. AYOUBA Salou
242. AZETOWOGBE Amen
243. BABA Atsu
244. BAGARAME Romaric
245. BARA Nouridine
246. BASSALE Manawoba
247. BATAKA Crédo
248. BATILI Leleng
249. BIGNANGAH Dissirama
250. BLAO Ubert
251. BONA Gil-Christe
252. BOUBE Masechédé
253. BOUYO Bawoumondou
254. DETOWOU Koffi
255. DJAMAMOUSSOU Séna
256. DJANDJAN Abasse
257. DOH Komi Wolanyo
258. DOKOU Kokou
259. DOTSE Komlan Seyno binjamin
260. DOUTI Nandja
261. DOUTI Sakoka
262. EDOH Dieudonné
263. EGBAREH Kossi Biteniwé
264. GARBA Soumanou
265. GNOM Atiyodi
266. HESSOU Fanoula
267. HOROU Komlan
268. HUONTALE Kossi Apollinaire
269. IDRISOU Fataou
270. ISSIFOU Nouréni
271. KABIE Victor
272. KABO Atsou
273. KOSSI Egbladé
274. KOULONG Komivi
275. KPENLENGUE Bouwedeou Euloge
276. LAHO Kiré
277. LARDJA Joseph
278. MASSOU Ousmane
279. MESSE DJAGBA René
280. MISSEHO Hossou

281. MOUKE Alphonse
282. MOUSTAPHA Nasser
283. NAKOUDJA Kitenga
284. NAPO Moussa
285. N'DOTCHOU Kokou
286. NOUGLOZE Bernard
287. OUSMANE Amadou
288. SALANOU Joski Tobias
289. SEGNON Sokegbé
290. SENYAN Kossi Dodji
291. TCHAKAFO Warissou
292. TCHEDE Beaugard
293. WASSOU Eric
294. YAO Evan N'johnny
295. ZOUMEVO Kossi

Prison civile de Kpalimé

296. ABDOU Garba
297. ADJAHOLOU Atsou
298. ADJEYA Benjamin
299. ADJOGNON Kokou Bienvenu
300. ADOH Félix
301. AGBADOHOUN Yao G erome
302. AGBAVON Atsu Denis
303. AGBEMARE Komlan
304. AGNANDRI Komla Ed em
305. AHIBO Yaovi Paul
306. AKA Yao
307. ALAVI Amenyo Kossi
308. ALTINE Ousmane
309. APETSE Koffi Jean
310. ATAYATA Daniel
311. AZIABLE Kossi
312. BADOUDE Fabien
313. BARAGBO Kossi Mawunyo
314. BONYO Essohanam
315. DABO Komi
316. DEGBOE Kokou dit Laskaro
317. DJABOU Atsou
318. DJIDONOU Kodjo
319. DOGBLE Komla
320. DOKOU Kokou
321. DOTSO Komla Cr epin
322. DOUMASSI Kodjo
323. DOUTI KANGOUN
324. EFIO Ignance

325. EGBE Kossi
326. EPOU Emmanuel
327. GADJI Kodjo dit Djo
328. GARBA Bassirou
329. GAVON Komi
330. GBANDI Wak e
331. GNADOU Bachirou
332. GOKA Komi Bernard
333. HAMA Daouda
334. IBRAHIM Seidou
335. ISSA Ali
336. KELEWOU Tchaa
337. KOHO Agbodji
338. KOKOROKO Komi
339. KOTOKOU Anani
340. KOUMODJI Elom
341. LEGUEZIM Daniel
342. LOVI Kossi
343. MAMA Amadou Boub e
344. MOUSSA Arouna
345. MOUSSA Ibrahim
346. NYANYON Atsu
347. OUMOROU Asmiou
348. SAMA Fausane
349. SAMON Komi Eric
350. SENANDE Christophe
351. SIATI Mawuena
352. SOUDY Yawo
353. TENGUE Koffi Andr e
354. TEPE Kokou David
355. TODJE Kokou
356. TOKLO Augustin
357. TOKLO Kokouvi
358. TOMAGNA Edem
359. TSEKPE Kossi
360. TSOGBE Koffi dit Dopio
361. ZAKOU Kodjo Emmanuel

Prison civile de Nots e

362. AFATODJI Yaovi
363. AFFO Patrik
364. AGBENODOUGA Koudjo
365. AGBISSA Kanime
366. AKOMABOU Joseph
367. AKPE Jean
368. ALASSANI Yaovi dit Ang elo

- 369. AMETCHI Gongo Kokou
- 370. AMOYI Akoété
- 371. ASSANE Oumarou
- 372. ASSOGBA Kodjo Jules
- 373. ATCHOU Komla
- 374. BAKOUSOW Essoninam
- 375. BERY Mohamadou Batouré
- 376. BOUBAKAR Garba Bello
- 377. BOUBE Amadou
- 378. DJIKOU Kodjo
- 379. DOGBLE Komi
- 380. DOKIN Kodjovi
- 381. DOUNA Direma Albert
- 382. GADZARO Papa
- 383. GBAGBE Fifi
- 384. GONON Wanvo
- 385. KONKUI Clément
- 386. KPAROU Kokou
- 387. LAMA Matalé
- 388. LOUGBEGNON Kodjo
- 389. METONOU Yaovi
- 390. NANDJA Kpanté
- 391. OUKAZOU Modjinou
- 392. SINFEDJOA Kodjo
- 393. SODONOUGBO Kodjovi
- 394. SOGBE Bienvenu
- 395. TCHAMDE Bawa
- 396. TOGBE Adomaya dit Alex
- 397. TOULASSI Jean
- 398. ZOKA Kodjo

Prison civile de Tsévié

- 399. ADJAKLI Kokou
- 400. ADZRA Koffitsè
- 401. AGBOVI Koffi
- 402. AHADJI Eli
- 403. ALI Dicko
- 404. AMOUZOU Komi
- 405. AWOU Victor
- 406. AZANKPO Kokou
- 407. BARRY Ibrahim
- 408. BOKOBIE Simfédan
- 409. DEDJO Koffi Paul
- 410. DOUNKPO Atssou
- 411. DOUPE Issa
- 412. EGBEKO Dodji

- 413. ESSO Kévine
- 414. GASSOU Lucien
- 415. GBENATE Komlan Shatta
- 416. HELLE Jacques
- 417. IDO Koffi
- 418. ISSA Ismael
- 419. KAGLAN Koffi
- 420. KOMBATE Eric
- 421. LAKMON Djiwoé
- 422. MAWOUTODJI Agbé
- 423. PRASHANTHAN Ranjt
- 424. SIMLE Yao
- 425. TOSSOU Dieudonné
- 426. VIVON Kossi Séna
- 427. VOSSA Koffi
- 428. ZANOU Komi

Prison civile de Vogon

- 429. ABOUDOULAYE Ali
- 430. ADABADJI Ablam Jacob
- 431. ADABADJI Anani
- 432. ADADJINOUE Eric
- 433. ADAMOUE Foussemi
- 434. ADJAKOU Follykoué
- 435. ADJANON Moise
- 436. ADJRAKOU Kodjo
- 437. ADZRA Kodjovi
- 438. AFANGNIGBE François
- 439. AFANOU Kossi
- 440. AFODAGNI Kossi
- 441. AGBA Kokou
- 442. AGBEBEDE Leon
- 443. AGBETOHO Valère
- 444. AGBIDJI Komi Philippe
- 445. AKABE Atsu
- 446. AKAKPO Sodjati Kuessan
- 447. AKALO Yaovi
- 448. AMAKOE Anani
- 449. AMEDEGNATO Komi
- 450. AMEGNIBO Justin
- 451. AMEGNIBO Kokou
- 452. AMEGNRAN Komi Moise
- 453. AMEGNRAN Papa
- 454. AMETEPE Koffi
- 455. ANANI Kossi
- 456. ANATHUI Frédéric

457. ASSIGNO Komlan
458. ASSIKOUYO Germain
459. AVEGNON Komlan
460. BOCCO Atsou
461. BOTE Yao Yao Edouard
462. DANGUEDJE Amevi Odah
463. DEDJI Doméfa
464. DEF ALE Rehumba
465. DJOTO Kossi
466. DOGNRAN Komi Charles
467. EGBON Kokou Kamassa
468. EKLOU Ablam Papa
469. EKLOU Afansounoudji
470. ELOH Agbessi
471. ESSOU Adrien Matovi
472. ETOVENA Kokou
473. ETSE Yao
474. FAMBO Paoulo
475. FOLY-ADRI Komlan
476. GBETCHI Kokou Jacques
477. GBLOEKPO-AKAKPO Komi
478. GBOKPA Kodjo
479. GNEBLENAWO Midjrohoun Aleissoudé
480. GUENOUKPATI Komi Simon
481. HIHEGLO Ayidja Komi
482. KLOHOUN Amevi
483. KOGO Trownou
484. KOUDAYA Roland
485. KOUMEDJINA Sokpédji
486. KOUSSOU Kokou
487. KPETO Amévi
488. LAMBI Kodjo
489. LAMBONI Kombaté dit Degaule
490. LEMTSO Kossi
491. MAWOULI Marie
492. MEGAN Marc
493. MEGBLETON Frédéric
494. MEWOEKPO Kokou Edmond
495. MIDJAGBAGBA Ismaël
496. MISSIAMENOU Kossi
497. MONDJI Dieudonné
498. NAYOME Yendoubé
499. NOUSSOUGLO Amevi
500. OUMAROU Amadou
501. SAKPONOU Ekoe
502. SODZEHOUN Folly
503. SOKOU Yao

504. TAMBATE Mamadou Oussen
505. TCHAKPASSOU Koffi
506. TEKOU Edoh
507. TETE-HAHO Foly
508. TOGLO Yao Goroe
509. TOGNEWOGNAN Kokouvi
510. YETO Mawéna
511. YONDO Koffi

Prison civile d'Aného

512. ADANGLOE Ekoué Beugard
513. AFANOU Adinsi
514. AGBEDJINOUS Narcisse
515. AGBEBLOGNA Koffi Vincent
516. AGBETOGLO Komi
517. AGBO Joseph
518. AGBOGAN Kodjo Séraphin
519. ALAGNON Kodjo Alias Nyinin
520. ALOFA Ekoué
521. AMAVIGAN Ayité
522. AMOUSSOU Ako
523. ANANIVI Dossou
524. AWOKOU Yaovi Benjamin
525. AZIAGLO Tété
526. FOLLYVI Messéko
527. GABA Dovi Ayayi
528. GBEDONOU Kossi Victor
529. GBEGNON Koffi
530. HANOU Soulou Pierre
531. IBRAHIMA Ismael
532. JOHNSON Anani
533. KANLINDJI Mawussi
534. KOKOUI Nicolas
535. KPADJAVI Mawupemon
536. LOKOSSOU Yao
537. MIHINTO Messan
538. MIWONOUKO Kokou Gato
539. MOSSI Koko
540. NADOR Kangni Gautier
541. NOUWODJRO Nyimè
542. N'SOUGAN Kokou
543. SEVI Kossi
544. SOHOIN Yaovi
545. TCHENAO Bruno
546. TOGUI Edem Fulbert Alias Bénito
547. TONNOU Koffa

548. TOSSOU Kossi Anicet
549. TSOGBE Kodjo
550. WAKIOU Palouki Alias Boris
551. YAKA Séwa

Prison civile de Lomé

552. ABA Komlan Damien
553. ABALO Elom
554. ABALO Yao Sodjinin
555. ABBE-ABEVI Roger
556. ABDOUL Wadudu
557. ABDOULAYE Yaya
558. ABOUBAKAR Ahmadou
559. ADAKPA Joseph
560. ADAMOU Massawoudou
561. ADJOH Olivier
562. ADJOMAHI Innocent Koffa
563. ADOSSOU Komla
564. AFO Salissou
565. AGBEDIASSE Koffi
566. AGBEDJINOUE Komlan Dodji Emmanuel
567. AGBEZOUKE Komi Paul
568. AGBO Akomagni
569. AGBODJALOU Kokou Ajantékpo
570. AGBODRAN Yao
571. AGOUDAVI Joseph
572. AHANTODJI Paul
573. AHOLOU Kokou
574. AHONOU Komlan
575. AKADJA Emmanuel
576. AKAKPO Dodji
577. AKAKPO Emmanuel
578. AKAKPO Kokou Yanne Prosper
579. AKAKPO Yao
580. AKAKPO Yao Alias Vogan
581. AKAKPOVI Arnold
582. AKITI Komi Parfait
583. AKOUMANI Koffi
584. ALI Mohamed
585. ALODE François
586. AMADOU Alassane
587. AMEDIFOU Ayawo
588. AMEDJAGO Kodjo K.
589. AMEGNIRA Fogan
590. AMEGNONA Kossi
591. AMEJIAN Abraham
592. AMEKONOU Modeste
593. AMELEAGBESSI Gérard
594. AMENOU Akou Dové
595. AMEVENOU Koffi
596. AMOUZOU Brigitte Esther
597. AMOUZOU Augustin
598. AMOUZOU Foly
599. AMOUZOU Pacôme
600. ANANI Kossi Samuel
601. ANGAMA Amidou
602. ANIGOLENE Kokou
603. ANIMAKA Mawouli
604. ANITE Kpatcha
605. ANOGO Komlan Victor
606. APEDO Kokou René
607. APEDO Valère
608. APENOUVON Bernard dit Ben
609. ASRAGBO Kodjo
610. ASSAD DjiboTienogo
611. ASSAH Kodjo
612. ASSIH Makiliwè
613. ASSIKI Esso-Essinam
614. ASSIONGBON Emile
615. ATAKPANI David
616. ATILA Koffi
617. ATTILESSONOU Kodjo François
618. ATTIOGBE Kokou Bernard
619. ATTIOGBE Komlan Lazard
620. ATTISSO Amédée
621. ATTISSO Koffi
622. ATTIVON Atsou Kokou Franck
623. AVEGAN Boris
624. AVOSSEVOU Yao Justin dit Doudou
625. AVOUWANDAN Apédo
626. AWOUGNON Yelgen
627. AYEVA Abdoul Aziz
628. AYIKOE Cedric Amah
629. AYILO Amakwé
630. AYISSOU Ayao
631. AYIVI Amah
632. AZIATEPE Richard
633. AZIATI Phillippe
634. BABATUNDE Tossi
635. BABIYO Alima
636. BABORA Gnipal

-
- | | |
|---------------------------------|------------------------------------|
| 637. BADJADEGA Donatien | 683. EPAMINONDAS Koffi Edmond |
| 638. BAKERIGA Bawerima | 684. EZIAN Kodjo |
| 639. BAKOU Kossi | 685. EZIMEFULA Chibueke |
| 640. BALAKINDE Richard | 686. FIATI Pascal |
| 641. BALO Alex | 687. FIONGBE Kossi Arnold |
| 642. BALOGUN TOHEEB Oladimeyi | 688. FOLLY-BE Ekoé Joël |
| 643. BAMBA Moussa | 689. FOLLY-GBOGBOE Akoété |
| 644. BANAGBOWOU Easo Wedeo | 690. GADO Habibou |
| 645. BARRY Amadou | 691. GADO Zairou |
| 646. BARRY Amadou Alias Fada | 692. GAFAROU Aboubakar dit «CHATA» |
| 647. BELEI Metchebabodom | 693. GAHOUN Elom |
| 648. BELLEY Balama | 694. GAME Janvier |
| 649. BLINGA Essotomna Justin | 695. GAVON Kodjo |
| 650. BOKO Komi | 696. GBETSOGBE Germain |
| 651. BOKON Koffi Gagnon | 697. GBIKPI Dakitsè dit SAM |
| 652. BYLL Ayaovi | 698. GBOKANOU Koffi |
| 653. CHAIBOU Eli Kona | 699. GBONTCHO Kossi |
| 654. CHRISTIAN Ikenna | 700. GOUDJINOU Mawuli Jean |
| 655. DADJI Ayao Jean | 701. GOUVIDE Pascal |
| 656. DAKOUIVI Ayélé | 702. GUENOU Kodjo |
| 657. DANOU Sévi | 703. GUENUM Germain |
| 658. DANSOU Pierre | 704. HASSESSE Koffi Roger |
| 659. DASSOUMON KoKou | 705. HASSIMI Loukoumanou |
| 660. DAYIBOU Hama | 706. HOLOU Koffi |
| 661. DEMEDEROS Kodjo | 707. HOMAHO Cédric |
| 662. DJAMLA Komi | 708. HOUMENOU Fofovi Ayaovi |
| 663. DJIBOME Christophe | 709. HOUNMAKOU Kangni |
| 664. DJONOU Kodjo Alias RICARDO | 710. IBRAHIM Razak |
| 665. DJOTCHI Freeman | 711. ILOTSICHINASSO Félix |
| 666. DOJNE Koudoligua Santa | 712. ISSIFOU Anouar |
| 667. DOSSA Komi Modeste | 713. ISSIFOU Manaf |
| 668. DOSSEH Denis | 714. JOHSON Kokouvi |
| 669. DOSSOU Marins | 715. KADJIKO Koami |
| 670. DOUKOURE Abdoulaye | 716. KAÏNA Awali |
| 671. DOUKPO Komi Luc | 717. KALAKASSI Fabrice |
| 672. DOVI Yao | 718. KEKEY Yves |
| 673. DOVI Kagni | 719. KEME Koffi Désiré Arnaud |
| 674. DROKE Yao | 720. KIFALAN Richard |
| 675. EDAH Kokouvi Frédéric | 721. KOBINA Koffi Stéphane |
| 676. EDE Kodjo | 722. KOVEY Ekoué |
| 677. EDOH Amewoanou Euloge | 723. KOFFI Amè |
| 678. EFIA Namessi Komlan | 724. KONDO Takim |
| 679. EGAH Elvis | 725. KOTOR Kokou Bobo |
| 680. EHON Komivi | |
| 681. EHOVO Kimi Gilbert | |
| 682. ELUITOCHUKWU Cosmas | |

726. KOUGNAHLAN Koffi German
727. KOULOUN Kader
728. KOWOUI Ayawo
729. KPEGLI Kokou Nestor
730. KPENGOU Daniel
731. KPESSE Koffi Senyo
732. KPINDO Kossi Dieu Donné
733. KPOHO Yao Laurent
734. KPONFON Yves
735. LAMATE Akouvi
736. LAMBONI Caleb
737. LAMBONI Solo
738. LARE Bamila
739. LARE Minam
740. LAWSON Latévi
741. LEGBA Georgres Armand
742. LELAHAWÉ Moumouni
743. MADOUGOU Tafa
744. MAHINOUC Lucien
745. MAWAMA Nimkouma
746. MEGBLETO Raymond
747. MENSSANVI Denis
748. MESSAN Harry
749. METENU Sossou Moïse
750. MIANGUE Abdoulaye
751. MIHESSO Eklou
752. MIHESSO Kossi Séna Alias IBRAHIM
753. MILAGNAWE Anani
754. MONDE Dosseh Komlan
755. MONI Bétion
756. MOUAMA Sani
757. MOUHAMED Moussa
758. MOUSSA Madjide
759. MOUZOU Isidor
760. M'PO Estelle
761. NASSIROU Abdoulaye
762. N'DEVA Dodji
763. N'DOKIM Yao Hubert
764. NIKOE Kotè
765. NOUGARE Kossi
766. NOUKOUNOU Koko
767. N'TSOUGAN Yao Robert
768. OKOLI Chinedu Victor
769. OSSEI Napo
770. OURO GBELEOU Ashmiou
771. OURODJOW Ibrahim

772. OURO-NILE Kadidja
773. OURO-TAGBA Tchamiou
774. OUSMANE Prince
775. PAKOUNM. Emmanuel
776. PLAGBO Dosseh
777. SABI Mohamed
778. SADJI Honoré
779. SAKO Lancine
780. SALAMI Achraf
781. SAMA Moubarak
782. SAMBIANI Arafat
783. SANI Akim
784. SANVI Yao Denis
785. SENAYA Suleiman
786. SIBIDO Mahamadou
787. SODJATI Bernard
788. SODJI Koffivi
789. SOGLA Olivier
790. SOKUDEMA Komi Donné
791. SOSSOU Ayao
792. SOULEMANE Kondé
793. SOUNOU Mawuli
794. SOWOU Komi
795. TAMEKLO Komi
796. TANGLO Eyram
797. TCHASSAMA Ahmed
798. TCHEDENOU Mounirou
799. TETE Junior
800. TETE Koffi
801. TETEGAN Daté Elom
802. TINGUE Kokou
803. TOULASSI Kossi
804. TRENOU Biova
805. YACOUBOU Tokora
806. YENTCHABRE Basile
807. YORO Hama
808. ZOUKONG Nicolas

Art. 2 : Le garde des Sceaux, ministre de la Justice et de la Législation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 Avril 2024

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

DECRET N° 2024- 034 /PR du 25 Avril 2024
Portant nomination du président de la Cour
Constitutionnelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 101 ;

Vu la loi organique n°2019-023 du 26 décembre 2019 sur la Cour Constitutionnelle en son article 16 ;

DECRETE :

Article premier : Monsieur COULIBALEY Djobo-Babakane, membre de la Cour Constitutionnelle, est nommé président de la Cour Constitutionnelle.

Art. 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 Avril 2024

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

DECRET N° 2024 - 035 /PR du 25 Avril 2024
portant fixation du taux de l'intérêt légal au titre
de l'année civile 2024

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le traité de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) en date du 20 janvier 2007, notamment en son article 34 ;

Vu la loi uniforme n° 2014-021 du 20 novembre 2014 portant fixation du taux de l'intérêt légal dans les Etats membres de l'UMOA ;

Vu le décret n° 2020-076/PR du 28 septembre 2020 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2020-080/PR du 1^{er} octobre 2020 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu la lettre N/Réf : 0309/EC/IF du 17 janvier 2024 du directeur national de la BCEAO pour le Togo communiquant le taux de l'intérêt légal pour l'année 2024 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier : Le taux de l'intérêt légal pour l'année 2024, est fixé à 5,0336 %.

Le taux de l'intérêt légal est la moyenne pondérée par le nombre de jours, du taux d'escompte de la BCEAO durant l'année précédente.

Art. 2 : Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 25 Avril 2024

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Victoire S. TOMEGA-H-DOGBE

Le ministre de l'Economie et des Finances
Sani YAYA